



Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

Appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles R.2124-2 et L.2124-2 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Administration contractante :

Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement
Etablissement public à caractère scientifique et technologique
Centre Lyon-Grenoble-Auvergne-Rhône-Alpes
Unité RIVERLY
5 rue de la Doua CS 20244 - 69625 Villeurbanne Cedex

Objet de la consultation :

Conception et fabrication d'un navire de recherche scientifique motorisé

Numéro de consultation : **2025-RIVERLY-BATEAU**

Date limite de remise des offres : lundi 18 aout 2025 à 12h00

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2. DECOMPOSITION	4
2.1. Lots	4
2.2. Tranches	4
2.3. Options	4
2.4. Prestations supplémentaires éventuelles	4
2.5. Variantes	4
2.5.1 Variantes imposées par le pouvoir adjudicateur	4
2.5.2 Variantes à l'initiative du candidat	4
ARTICLE 3. TYPE DE CONSULTATION	4
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE	5
4.6. Cadre général	5
4.7. Reconduction du marché	5
ARTICLE 5. LIEU DE LIVRAISON	5
ARTICLE 6. DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 7. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
7.1. Suivi de la prestation	6
7.2. Délais d'exécution	6
7.3. Obligation du titulaire	6
7.3.1. Obligation de résultat	6
7.3.2. Obligation de conseil	6
7.3.3. Obligation d'information	6
7.3.4. Obligations de confidentialité	6
7.3.5. Mesures de sécurité	7
7.3.6. Responsabilité du titulaire	7
7.3.7. Stockage, emballage et transport	7
7.4. Clauses sociales et environnementales	7
7.5. Traitement de données à caractère personnel	7
7.6. Clauses de réexamen	7
7.7. Constatation de l'exécution des prestations et admission	7
7.7.1. Contrôle	7
7.7.2. Opérations de vérification	8
7.7.3. Décision après vérifications	8
7.8. Garanties	8
7.9. Primes	8
7.10. Pénalités	8
7.10.1. Pénalités liées à l'exécution des prestations	8
7.10.2. Seuil d'exonération des pénalités	9
ARTICLE 8. REGIME FINANCIER	9
8.1. Forme et contenu des prix	9
8.2. Variation des prix	9
8.3. Avances	9
8.4. Présentation des demandes de paiement	9

8.4.1.	<i>Répartition des paiements</i>	10
8.4.2.	<i>Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)</i>	10
8.4.3.	<i>Intérêts moratoires</i>	10
8.5.	Modalité de facturation	11
8.5.1.	<i>Mentions obligatoires</i>	11
8.5.2.	<i>Taux de TVA</i>	11
8.5.3.	<i>Monnaie</i>	11
8.5.4.	<i>Transmission des factures</i>	11
ARTICLE 9. DISPOSITIONS DIVERSES		11
9.1.	Forme des notifications et des informations	11
9.2.	Langues	12
9.3.	Sous-traitance	12
9.4.	Propriété intellectuelle	12
9.5.	Assurances	12
9.6.	Autres obligations administratives	13
9.7.	Résiliation	13
9.8.	Exécution aux frais et risques du titulaire	13
9.9.	Différends	13
9.10.	Litiges et contentieux	14
ARTICLE 10. DEROGATIONS AU CCAG		14

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE

Ce marché a pour objet la conception et fabrication d'un navire de recherche scientifique motorisé pour l'unité de recherche RIVERLY située sur le site de Villeurbanne.

Code(s) CPV de la consultation
Valeur principale : 34500000-2 – Navires et bateaux
Code(s) CPV complémentaires :
34510000-5 – Navires
34513000-6 – Navires de pêche, navires de sauvetage et autres navires spécialisés
34521000-5 – Bateaux spécialisés

ARTICLE 2. DECOMPOSITION

2.1. Lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lots ou en tranche.

Les prestations objets du marché sont indissociables, il est impossible d'identifier des prestations distinctes.

2.2. Tranches

Sans objet.

2.3. Options

Sans objet.

2.4. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2.5. Variantes

2.5.1 Variantes imposées par le pouvoir adjudicateur

Le présent marché ne fait pas l'objet de variante obligatoire.

2.5.2 Variantes à l'initiative du candidat

Les variantes à l'initiative du candidat sont autorisées. Le résultat final doit cependant obligatoirement répondre au besoin de base qui consiste en l'achat d'un bateau pour les projets de recherches de l'unité et les suivis d'observation des lacs, en particulier du Rhône, d'une capacité supérieure à la flotte actuelle, et surtout, répondant à un objectif de plus faible émission de polluants et de faible impact carbone. Également les conditions minimums exigées par l'acheteur dans le CCTP devront être respectées, comme par exemple la durée de vie du bateau, des batteries, l'utilisation de matériaux recyclables etc.

En cas de non-respect des exigences minimales, l'offre sera classée comme étant irrégulière.

ARTICLE 3. TYPE DE CONSULTATION

Le présent marché de fournitures est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L2124-1 et L2124-2 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique, ainsi que des articles R2124-1 et R2161-2 à R2161-5 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE

4.6. Cadre général

Le présent marché est conclu pour une période de six (6) mois à compter de la date de notification.

4.7. Reconduction du marché

Le présent marché n'est pas reconductible.

ARTICLE 5. LIEU DE LIVRAISON

Le lieu de livraison des prestations objets de la consultation est :

Sur chantier naval ou au port de l'Epervière de Valence (Drôme). Si le fournisseur est en capacité de livrer sur un chantier ou sur le port alors il devra déterminer son lieu de livraison et préciser l'autre lieu comme une variante.

Le site de livraison ne présente aucune contrainte d'accès particulière, et est accessible aux horaires de bureau.

Dans le respect de l'article 21 du CCAG FCS, il est précisé ce qui suit.

Le titulaire s'engage à livrer, décharger, installer, monter et fixer s'il y a lieu les équipements objet du cahier des charges.

Les livraisons et installations devront être groupées et complètes. A défaut, la livraison ne pourra pas être considérée comme effectuée. Dans l'hypothèse où la livraison s'effectue en plusieurs fois c'est le dernier jour de livraison qui est pris en compte dans le calcul des délais d'exécution.

Un état des lieux contradictoire en présence d'un représentant du pouvoir adjudicateur sera effectué lors de la livraison.

Le titulaire prendra intégralement en charge les dégâts constatés résultant de la livraison, elle ne pourra être considérée comme effectuée, jusqu'à réparation des dégâts sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 6. DOCUMENTS CONTRACTUELS

En dérogation de l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ou ATTRII) et ses éventuelles annexes ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- le mémoire technique.

Les exemplaires originaux des pièces citées ci-dessus seront conservés par le pouvoir adjudicateur.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre du Titulaire puis durant l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché.

Toute clause limitative de responsabilité du Titulaire intégrée dans son offre est expressément considérée comme nulle et non avenue.

ARTICLE 7. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

7.1. Suivi de la prestation

Le titulaire doit désigner, en son sein, un responsable chargé de veiller à l'exécution du marché. Cette personne devra disposer d'une délégation suffisante permettant de mettre en œuvre sans délai toute mesure qui s'impose. L'exécution des prestations pourra être contrôlée à tout moment par le pouvoir adjudicateur ou les personnes qu'il mandate à cet effet.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une démarche qualité avec des dispositifs favorisant l'amélioration continue.

7.2. Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont fixés dans l'acte d'engagement (ou ATTRI1).

Le point de départ du délai d'exécution est **fixé à compter de la notification.**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG FCS.

7.3. Obligation du titulaire

7.3.1. Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour la réalisation de l'ensemble de ses prestations. Il réalise les prestations convenues conformément aux règles de l'art. Il s'engage notamment à :

- Informer autant que nécessaire le pouvoir adjudicateur sur l'état d'avancement des prestations
- Fournir et installer des équipements répondant en tout point aux exigences et objectifs de l'établissement INRAE,
- Respecter le calendrier de réalisation des prestations convenu,
- Nettoyer et remettre en l'état au fur et à mesure de l'exécution des travaux.

7.3.2. Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte de risques et menaces potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

7.3.3. Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

7.3.4. Obligations de confidentialité

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

7.3.5. Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

7.3.6. Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

7.3.7. Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG FCS. Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

7.4. Clauses sociales et environnementales

Les candidats devront favoriser les circuits courts (Process de fabrication) en limitant le nombre d'intermédiaire. La distance parcourue entre les lieux de fabrication et de livraison devra être réduite autant que possible dans le but de limiter les impacts environnementaux liés au transport. Pour cela un chapitre de la réponse à l'appel d'offres devra expliquer la démarche de l'entreprise visant à favoriser les circuits courts.

Les supports de diffusion seront dans la majeure partie dématérialisés. Le format PDF est imposé pour la réponse à la consultation.

7.5. Traitement de données à caractère personnel

Conformément au CCAG de référence, le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

7.6. Clauses de réexamen

Conformément au CCAG de référence une clause de réexamen pourra s'appliquer en cas de circonstance imprévisible.

7.7. Constatation de l'exécution des prestations et admission

7.7.1. Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées [le jour de la livraison](#) et en application du CCAG de référence et précisées dans le CCTP.

7.7.2. Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées **après utilisation du bateau soit 15 jours après la livraison** et en application du CCAG de référence et précisées dans le CCTP.

7.7.3. Décision après vérifications

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

7.8. Garanties

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence. Le point de départ du délai de garantie est la date d'admission du matériel figurant sur le procès-verbal d'admission.

Les conditions du CCAG de référence s'applique au présent marché ; les matériels doivent donc être garantis contre tout vice de construction, de fabrication, fonctionnement ou défaut de matières premières à compter de la date d'admission figurant sur le procès-verbal d'admission.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

7.9. Primes

Sans objet.

7.10. Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Il est spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient subvenir entre la personne publique et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause de retard, d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Sauf dispositions contraires, le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires.

Les pénalités appliquées dans le cadre d'un marché public ne sont pas assujetties à la TVA.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

7.10.1. Pénalités liées à l'exécution des prestations

Pénalités de retard de livraison ou inexécution :

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 200 € HT / jour de retard pendant 10 jours puis 500 € HT / jour (dans la limite du montant des prestations concernées).

Pénalités pour qualité insuffisante :

La personne publique ou son représentant peut à tout moment vérifier la bonne exécution des prestations décrites dans les CCTP. En cas de prestation non satisfaisante, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité 500 € / remarque.

Pénalités pour sanctionner le non-respect des obligations de moyens matériels :

En cas de non-respect des moyens matériels utilisés lors de la réception, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 200 € HT / jour de retard pendant 10 jours puis 500 € HT / jour jusqu'à correction.

7.10.2. Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

NB : cet article déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

ARTICLE 8. REGIME FINANCIER

8.1. Forme et contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement et son annexe financière. [Le matériel sera intégralement payé à l'issue des opérations de vérification et après admission des prestations.](#)

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé. Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable ;

8.2. Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont fermes et non actualisables.

8.3. Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 20 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché rédaction.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

L'option A est retenue selon l'article 11.1 du CCAG FCS.

Le taux de l'avance et le montant accordé seront validés par l'acheteur et sur proposition du titulaire avant notification du marché.

8.4. Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Un calendrier de paiement pourra être proposé par le titulaire avant notification du marché. La dernière facture ne pourra être inférieure à 30% du montant total du marché et sera réglée à l'issue des opérations de vérification et admission des prestations.

8.4.1. Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est fixée à **trois mois**.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

8.4.2. Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché rédaction.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché rédaction.

Les comptables assignataires compétents sont :

- les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux ;
- les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :
 - arrêté du 28 janvier 2019 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2018 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat
 - arrêté du 21 décembre 2018 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires du ministère de la défense

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

8.4.3. Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours** pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement incluse du principal et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

8.5. Modalité de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

8.5.1. Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération

8.5.2. Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

8.5.3. Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

8.5.4. Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire transmet ses factures via le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

Les coordonnées à utiliser pour déposer les factures sur le portail Chorus Pro seront mentionnées sur le bon de commande transmis au titulaire lors de la notification du marché.

ARTICLE 9. DISPOSITIONS DIVERSES

9.1. Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par le portail Chorus Pro.

9.2. Langues

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

9.3. Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

9.4. Propriété intellectuelle

Sans objet.

9.5. Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

9.6. Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

9.7. Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de **5%**.

9.8. Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

9.9. Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

9.10. Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de **LYON** :

184, Rue Duguesclin
69003 LYON

ARTICLE 10. DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation
7	4.1
8.10.2	14.1.3